

# LOVAQUIE : ous se battent... ORCE SSUS DE CRISE

Le Comité Central, après une longue lutte, a remplacé le vieux stalinien Novotny par Dubcek, en dépit de l'intervention de Brejnev. Ce qui vient de se passer à Prague peut préfigurer, dans une certaine mesure, ce qui peut survenir ailleurs. Nous ne sommes pas exactement, comme ce fut le cas en octobre 1956, au point culminant d'un mouvement, mais au point de départ de celui-ci.

Ce qui se passe actuellement en Tchécoslovaquie est contradictoire et confus au plus haut point. Tout d'abord, la lutte entre Novotny et Dubcek n'est pas terminée. Elle a même été portée, sous une forme à peine voilée, hors du Comité Central sur la place publique. Novotny est allé dans les usines s'affirmer le défenseur des ouvriers. Il est douteux que ceux-ci le croient sur parole, vu son passé. Mais, ces propos s'expliquent par le désir de Novotny d'exploiter le fait que la nouvelle équipe, les Dubcek, les Slik, etc. ne sont pas exactement les partisans de la démocratie ouvrière, en dépit de la liberté qui est accordée à présent aux intellectuels, aux journalistes, etc. et aussi de certaines paroles de Dubcek lui-même contre les actes des anciens dirigeants. La nouvelle équipe, c'est celle de technocrates qui veulent réorganiser l'économie aux frais des travailleurs.

Mais, quand des filous se battent, les honnêtes gens ont tout à gagner. Dans ce conflit, des opportunités se trouvent ouvertes à tous ceux, ouvriers, intellectuels, jeunes... qui étouffent dans le régime bureaucratique. Une nouvelle période de crise a commencé en Union soviétique et dans les Etats ouvriers d'Europe orientale. Dans l'immédiat, il faut soutenir avec force les tentatives des intellectuels pour s'exprimer librement : c'est la voie par laquelle commence à se manifester une contestation politique dans ces pays où les travailleurs n'ont pas d'organisations indépendantes, partis ou syndicats.

## Discours prononcé le 5 octobre par ZIMYANINE

RÉDACTEUR EN CHEF DE LA « PRAVDA »

Dans les derniers temps, les noms de certains de nos hommes de lettres ont paru souvent dans la presse occidentale, car leurs discours et leurs actions apportaient de l'eau au moulin de nos ennemis. La campagne à propos de Tarsis et sa défense n'ont cessé que lorsqu'ils l'ont eu en main en occident et qu'ils ont pu se convaincre qu'il était complètement fou.

C'est Soljenitsyne qui occupe maintenant une place importante dans la propagande des pays capitalistes. Lui aussi est un déséquilibré, un schizophrène. Il a été prisonnier des Allemands ; ensuite, à tort ou à raison, il a été envoyé dans un camp de concentration. Dans ses ouvrages, il exprime des sentiments d'offense contre les autorités. Le thème des camps est le seul qu'on trouve dans son œuvre littéraire. Il est incapable d'en sortir, c'est son idée fixe.

Ses ouvrages sont dirigés contre le pouvoir soviétique. Il ne sait y voir que des ulcères et des tumeurs, il ne réussit pas à voir dans notre société des choses positives. Pour des raisons de travail, il m'arrive de lire des œuvres non éditées et j'ai lu le drame Le banquet des vainqueurs. On y parle des répressions qui frappaient ceux qui revenaient du front. Il s'agit vraiment d'une œuvre anti-soviétique. Pour de telles choses, on était autrefois envoyé en prison. Nous ne pouvons pas publier Soljenitsyne, nous ne pouvons pas satisfaire ses demandes dans ce sens. S'il écrivait des œuvres qui correspondent aux intérêts de notre société, nous les publierions. Personne ne lui enlève son pain. Il est professeur de physique, qu'il enseigne donc la physique. Il aime beaucoup interve-

nir dans des réunions publiques où il lit souvent des fragments de ses œuvres. On lui donne cette possibilité. Il considère qu'il est un écrivain de génie.

Parmi d'autres noms qui paraissent souvent dans la presse occidentale, il faut rappeler Evtouchenko et Voznessensky. Nous avons une poésie excellente et beaucoup de poètes qui écrivent des vers merveilleux. Mais, en Occident, tous les honneurs sont réservés seulement à ces deux personnes car on trouve dans leurs œuvres des éléments utiles à la propagande de là-bas. Nous ne pouvons pas considérer les œuvres de ces deux poètes comme anti-soviétiques à l'égal de celles de Soljenitsyne. Ils écrivent aussi de bons vers, des vers patriotiques. Ils ne sont plus tellement des jeunes, même si tout le monde les considère jeunes, mais leurs œuvres ne sont pas assez mûres politiquement. C'est pourquoi ils apportent parfois de l'eau au moulin de nos ennemis.

Je les connais personnellement et je leur ai expliqué cela. Mais, eux aussi, considèrent être des génies. Par exemple, Evtouchenko a été critiqué par Pavlov dans une réunion restreinte. Il a répondu en frappant quatre fois, huit fois plus fort. Il s'est moqué de lui dans un poème. De cette façon il l'a marqué pour l'éternité et cette marque, on ne peut plus l'effacer. Ce fut un coup déloyal.

En ce qui concerne Voznessensky, il est allé l'an dernier aux Etats-Unis, il a lu ses poèmes et a parlé à des milliers de personnes. Ses récitals ont eu du succès et lui ont aussi apporté des avantages économiques. Il voulait faire cette année aussi une tournée

dans des villes américaines. Le voyage était déjà décidé, on avait demandé le visa à l'ambassade américaine. La guerre a éclaté au Moyen-Orient. Nos rapports avec les Etats-Unis se sont détériorés. La direction de l'Union des écrivains fit une allusion assez transparente selon laquelle il était préférable de ne pas se rendre aux Etats-Unis. En même temps, la direction communiqua à l'ambassade que Voznessensky était tombé malade. Que fit Voznessensky ?

J'arrive le lundi matin au bureau de la rédaction et j'examine le courrier. Je trouve une lettre de lui pleine d'accusations contre l'Union des écrivains. Je téléphone au Comité central, eux aussi me disent qu'ils ont reçu une lettre de Voznessensky, qu'ils l'ont appelé au téléphone chez lui mais sans le trouver. Un jour, deux jours, Voznessensky est introuvable. A un moment donné on m'annonce que la BBC a fait connaître la lettre de Voznessensky adressée à la Pravda.

Voznessensky reparait une semaine plus tard. Il avait passé toute cette période dans une datcha près de Moscou. Je l'ai invité chez moi. Il nie avoir donné la lettre aux correspondants occidentaux. Mais qui donc l'a donnée ? Pas moi, le CC non plus. Je lui ai dit que, pour cette fois, nous nous bornerions à le blâmer et tout serait terminé. Mais si la chose se répétait, on le réduirait en poussière. C'est moi-même qui m'efforcerais de l'abimer. Il y pense déjà depuis deux mois. Je ne sais ce qu'il a décidé de faire. Certains pensent qu'il eût été mieux de publier la lettre et de lui répondre. Mais pourquoi débâler tout ce linge sale ?

Ce document est l'un de ceux que nous avons déjà publiés dans le bulletin-supplément que nous éditons entre le 15 et le 25 de chaque mois. Adressez vos commandes au journal : 95, rue du Faubourg Saint-Martin, Paris 10°.

# ion de la micro-fraction

tenaient Escalante et les siens et dont la signification politique ne saurait être mise en question. Le rapport cite des noms et des circonstances d'une façon précise et il est difficile de douter du bien-fondé de ces allégations. En effet, si elles étaient fausses, comment s'expliquer que Soviétiques, Allemands de l'Est et Tchèques aient gardé jusqu'ici un silence total, malgré la publicité donnée au rapport de Raul Castro et malgré le rôle de certains personnages visés ?

En conclusion, aucun doute n'est possible sur le contenu politique du conflit dans le PC cubain ni sur le fait qu'Escalante et ses amis représentaient une fraction qui agissait contre l'équipe de direction actuelle, en accord avec les partis communistes pro-Moscou, pour les conceptions de stratégie et de construction du socialisme globalement différentes. Le clivage autour de l'affaire Escalante à l'échelle internationale se fera donc, une fois encore, d'après les lignes de division désormais fixées dans le mouvement communiste et révolutionnaire mondial.

Il y a toutefois un aspect des événements dont les dirigeants cubains eux-mêmes sont les premiers à avoir conscience. La condamnation de l'orientation politique d'Escalante n'implique pas automatiquement une approbation sans réserve de la méthode adoptée contre lui et son groupe. Le fait notamment que la sanction politique du Comité Central a été suivie par une sanction pénale a provoqué et provoque des commentaires qu'on ne saurait ignorer. D'une part, des révolutionnaires sincères s'interrogent sur la signification d'une mesure qui paraît contradictoire avec les conceptions antibureaucratiques défendues par les Cubains ; d'autre part, les avocats du stalinisme et du néo-stalinisme prétendent que le procès Escalante n'est que la confirmation de l'inévitabilité de certaines méthodes.

Il serait facile de montrer qu'aucune analogie n'est possible entre ce qui s'est passé à Cuba et les expériences tragiques qu'ont connues l'URSS et les démocraties populaires respectivement dans les années 30 et dans les années 50 (3). Mais cela ne serait pas suffisant.

Il n'y a pas de doute que dans un Etat ouvrier, où existerait toute une série de conditions qui n'existent pas à Cuba, qui aurait à faire avec des éléments oppositionnels loyaux, disposés à accepter certaines règles du jeu et, surtout, qui serait intégré dans un système de partis et d'Etats ouvriers fondé sur des rapports

démocratiques et internationalistes réels, des crimes comme ceux qu'on reproche à Escalante seraient inconcevables et personne ne saurait accepter que la condamnation d'une orientation politique implique des poursuites judiciaires. Mais il s'agit de juger ce qui s'est passé dans le contexte concret, qui est caractérisé par une lutte à couteaux tirés dans le mouvement communiste international lui-même et où sont utilisées couramment des méthodes qui n'ont rien à voir avec des méthodes démocratiques et révolutionnaires. Il suffit de rappeler ici, à titre d'exemple, l'utilisation courante du chantage et de la rétorsion économique qui, dans le cas du conflit entre la Chine et l'URSS, ont impliqué pour le peuple chinois des conséquences extrêmement graves. Le rappel n'est pas du tout une analogie abstraite : tout le monde sait à quelles pressions les dirigeants cubains sont constamment soumis. Selon le rapport de Raul Castro, Escalante et ses amis allaient jusqu'à souhaiter de la part de l'URSS des mesures économiques qui, par leur répercussions très fâcheuses pour le pays, pouvaient amener Castro à rectifier son attitude !

Ajoutons finalement que, malgré la prudence et la patience du rapport au Comité Central, il est clair qu'Escalante et son groupe ont transmis des textes et des documents réservés dont la connaissance pouvait être nuisible aux intérêts du pouvoir révolutionnaire. Il n'est pas exclu que, par leurs rapports avec les dirigeants des partis communistes latino-américains, ils aient entrepris des actions préjudiciables à la lutte des révolutionnaires du continent. Il ne faut pas oublier que sur ce terrain aussi ne cesse de se développer une bataille féroce (4).

Il est probable que les procès Escalante amènera certains à s'interroger sur les dangers d'une bureaucratisation du régime cubain. Nous n'avons aucune raison de rectifier l'idée que nous avons avancée même à l'occasion des initiatives de lutte antibureaucratique les plus positives de la part des dirigeants cubains. Dans la situation intérieure et internationale où se déroule l'expérience socialiste cubaine, étant donné les limites économiques et les goulots d'étranglement déterminés par le blocus et l'isolement, étant donné le retard technique et culturel malgré les efforts prodigieux des dernières années et étant donné, *last but not least*, les moyens de pression puissants dont disposent la bureaucratie soviétique et ses alliés, les ten-

dances objectives à la bureaucratisation ne peuvent et ne pourront être éliminées pour toute une période et certaines déformations bureaucratiques effectives, en dernière analyse, sont inévitables. Le facteur éminemment positif reste, par contre, l'existence d'un groupe dirigeant conscient du danger et disposé à engager une lutte très résolue.

Quant aux révolutionnaires, notamment latino-américains, leur tâche n'est pas de faire état de leurs craintes ni de prendre des distances ou de se préoccuper de sauvegarder, par l'utilisation de telle ou telle formule prudente, leur prestige de gens capables d'analyser à temps tous les phénomènes. Elle est de n'oublier pendant un seul instant que le sort de Cuba se joue en dernière analyse sur le terrain de la lutte révolutionnaire dans d'autres pays et surtout en Amérique latine. C'est en organisant cette lutte, en la développant vers des issues victorieuses qu'en pratique on participe aussi à la lutte que livrent dans leur propre pays les révolutionnaires cubains et qu'on accroîtra la possibilité que le régime cubain ne soit pas bouleversé par les phénomènes et les tendances qui ont provoqué la dégénérescence d'autres régimes révolutionnaires.

10 février 1963.

Livio MAITAN.

(1) Un texte intéressant à propos des perspectives du groupe est le « manuscrit n° 2 de Octavio Fernandez ».

Quant au parallèle avec des textes de condamnation politique, sans se référer aux textes stalinien classiques avec lesquels aucune comparaison n'est possible, il suffit de rappeler certains textes chinois contre Li Shao-shi, dont le caractère tendancieux et falsificateur crève les yeux et qui présentent le malheureux comme un monstre affreux qui complétait avec le capitalisme depuis les années 20.

(2) A propos des prétendus rapports avec l'impérialisme français, les microfractionnistes n'hésitaient à calomnier basement Régis Debray, dont l'exclusion du PCF était attribuée à des liaisons avec les services spéciaux de son pays.

(3) Escalante a d'ailleurs écrit lui-même : « Je suis conscient que la direction du parti ne m'a pas livré à la Sécurité de l'Etat à cause de mes opinions, mais à cause de mon activité. »

(4) A notre avis, on ne peut pas considérer comme crime la diffusion de textes d'autres partis communistes, ce qui peut représenter tout au plus, dans certaines conditions, une violation de discipline. Nous le disons d'autant plus que nous ne croyons pas que des articles ou des rapports d'un Corvalan ou d'un Codovilla soient en condition de troubler les esprits des militants cubains.